

Judi,
le 3 Juin 1937
Prix: 0,15



Grabador Esteve, 4 - VALENCIA

Porte-parole de la Confédération
Nationale du Travail et de la
Fédération Anarchiste Ibérique

N.º22

Les bons comptes...

On s'est juré d'avoir notre peau (politiquement s'entend). On accumule contre nous les manoeuvres et les arguments susceptibles d'émouvoir certains secteurs de l'opinion dont l'ignorance et le sentimentalisme irraisonné fournissent un terrain particulièrement favorable à la propagande telle que la conçoit le Parti Communiste, grand créateur de «slogans» et de consignes lapidaires dépourvues de toute valeur rationnelle.

La dernière trouvaille, et la plus irritante, est de nous faire passer pour des ingrats incapables de reconnaître l'appui prêté par Moscou à notre gouvernement.

Ce n'est pas très discret, mais tout est sacrifié au désir de nous faire une réputation d'anormaux, d'amoraux, d'immoraux capables des pires excès auxquels peut conduire le manque de scrupules.

La reconnaissance est un sentiment trop peu répandu parmi les hommes pour qu'il ne soit pas aisé d'accréditer auprès de l'opinion que nous en sommes complètement dépourvus.

Or, même si nous étions des ingrats, nous ne serions pas nécessairement aussi malhonnêtes qu'on veut le faire croire, car l'honnêteté n'est pas un effet de la reconnaissance mais bien de l'orgueil.

Devoir abaisse l'individu

Un brave qui s'est jeté à l'eau pour sauver un de ses semblables perdrait tout le bénéfice de son action s'il dédiait

ses jours à lui rappeler son geste et à lui rendre la vie impossible par des exigences incompatibles avec la dignité même du créancier telle qu'on la conçoit en Occident en dehors des cercles bourgeois.

L'attitude de l'U. R. S. S. à notre égard est digne des plus grands éloges, mais les éloges ne sont jamais que de la monnaie de singe, et nous aurions la conscience bien lourde si nous n'avions rien de mieux à offrir à nos grands amis les Russes.

Mais nous tirons de grands apaisements du fait que, dans l'ordre financier, la rétribution des services rendus s'est affectuée scéance tenante et, si nous ne nous trompons pas, avant même que les services en question eussent été rendus.

On nous rétorquera que, en plus du problème purement financier, il y avait le risque politique, risque qu'il est difficile d'évaluer en numéraire, même lorsque ce numéraire est du bon or sonnante et trébuchant.

Il nous répugne un peu d'établir une balance du «doit» et «avoir». Nous n'avons pas été formés dans les conseils d'administration des établissements financiers. Nous ne sommes pas immunisés contre tout sentimentalisme et on nous passera plutôt sur le corps que de nous faire admettre que toutes les valeurs humaines sont convertissables en deniers.

Mais on a mis notre instinct de con-

servation en alerte. Nous voici, donc, contraints d'aller au fond des choses et de mettre en lumière un aspect du problème auquel nous avons négligé, jusqu'ici, de faire allusion.

Les peuples sont tributaires de certaines conditions géographiques, économiques et stratégiques.

La révolution russe a permis incontestablement d'établir un système social progressiste et d'imprimer un rythme nouveau à la vie de l'ancien empire des Tzars. Elle a ranimé la vitalité d'un peuple que le régime féodal avait induit à la torpeur. Seulement, sous l'effet de la pression des pays capitalistes, l'U. R. S. S. n'est pas parvenue à dé-

(suite à la septième page)

Lire en
quatrième page:

Jean
García
Oliver
a parlé

Le front et l'arrière

Une nuit de lune

Claire, radieuse, la lune nous servait de phare, mais elle nous découvrait en même temps à l'ennemi.

Il était minuit. Le capitaine, un capitaine de dix-sept ans, me guide dans la tranchée où je ne cesse de trébucher quoique je la connaisse parfaitement.

Silencieux, nous avançons à la file indienne. Nous arrivons, enfin, à la colline où il est dangereux de s'aventurer. Avant de nous engager dans une autre tranchée, nous nous arrêtons un instant pour souffler un peu. Un phonographe se fait entendre. Ce sont les nôtres qui l'ont mis en marche pour se distraire.

Quand le disque est terminé, on entend une voix partant d'une tranchée ennemie et qui demande de mettre une chanson de Málaga.

Un des nôtres répond :

—Tu es de là-bas ?

—Oui, j'y suis né, il y a vingt ans.

—Tu appartiens à la légion ?

—Oui, mais à Málaga, j'appartenais à la F. A. I.

Une balle ennemie explose près du phonographe.

—C'est toi qui as tiré ?—s'enquiert un des nôtres.

Pas de réponse. Une autre balle éclate. Une pelletée de terre éclabousse les miliciens.

Le phonographe se remet en marche. Cette fois-ci, il chante «Aux barricades», notre chant à nous.

Nous reprenons notre escalade. Nous voici en plein milieu de la côte. Un peu plus loin se trouvent les maisons de la mort, la Maison jaune et la Maison blanche. A dix mètres de l'ennemi, elles sont soumises à un bombardement incessant, tandis que nos mitrailleurs y sont toujours prêts à tirer.

Le capitaine nous laisse après nous avoir indiqué ce que nous cherchions.

La lune brille toujours dans toute sa splendeur.

Une balle vient exploser contre un arbre.

Des sacs de terre empilés se trouvent sur notre chemin, mais tout près, il y a une tranchée

inachevée dans laquelle nous sautons.

En redescendant, déçus de ne pas avoir trouvé ce que nous cherchions, nous entendons un bruit étrange, comme si un atelier mécanique se trouvait près de nous.

Bientôt nous apercevons des camarades juchés sur un monstre dont ils parcourent le ventre à la recherche des viscères.

Ce sont des mécaniciens en train d'étriper un tank.

Il s'agit de rendre la vie à ce monstre de fer et d'acier qui git là depuis un mois et demi. Les vaillants opérateurs n'ont pas l'air de se douter qu'ils se trouvent à la merci des mortiers ennemis.

Une mitrailleuse chante sa cantilène belliqueuse.

Trois coups qui se suivent à bref intervalle, puis un autre retentissant après une pause.

Cette musique, l'ennemi la connaît bien et son rythme suffit à faire baisser les têtes apeurées. Plus d'une en a déjà subi l'effet irrémédiable.

Les étripeurs de tanks continuent leur besogne sans perdre un instant. Il faut qu'ils aient terminé avant le lever du jour.

Les balles ennemies pénètrent dans les sacs de terre qui nous protègent. Nous bavardons et nous fumons comme si de rien n'était.

Au loin, on entend fredonner les grillons.

La fraîcheur nocturne, le clair de lune, la certitude de préparer une surprise douloureuse à l'ennemi, tout contribue à faire de cette nuit une nuit de détente et d'optimisme.

MAURO BAJATIERRA.

L'indomptable

(suite de la troisième page)

casser quelques vitres. Dans sa situation, le salut ne peut venir que d'un renversement brutal de la vapeur.

Nous supposons qu'on sait mieux que nous, à Paris, où Genève prétend nous mener. Il s'agit purement et simplement de nous coloniser, de nous faire accepter une répartition de zones d'influence. C'est-à-dire qu'il faudrait entériner les concessions que l'Angleterre juge bon d'accorder à l'Italie et à l'Allemagne, concessions portant sur des ressources naturelles dont les puissances fascistes ont besoin pour mener leurs plans d'hégémonie à bonne fin, plans dont la France est appelée à faire les frais autant que la Russie.

Mourir à petit feu semble être l'idéal de certains peuples. Aujourd'hui, c'est un doigt qui y passe, demain ce sera un bras, puis une jambe et, enfin, tout le corps.

En apparence, l'accord qu'on prétend nous imposer serait un recul pour nos agresseurs aussi. Mais si eux reculent, ce sera pour mieux sauter. D'armistices en armistices, l'Allemagne finira par récupérer beaucoup plus que ce que lui a coûté la grande guerre. Et l'Italie finira par conquérir beaucoup plus que ce qu'on lui a refusé jusqu'à présent.

Nous sommes persuadés qu'il serait salutaire pour Monsieur Yvon Delbos de faire un pèlerinage à la tombe de Richelieu, de s'y recueillir longuement et de se souvenir des paroles que Pierre-le-Grand dédia à la mémoire du grand homme d'état.



La position internationale

Comme il fallait s'y attendre, la Société des Nations est restée fidèle à elle-même et à son esprit.

Aux faits, elle oppose le baume des formules de politesse et des vœux platoniques.

Il serait, cependant, faux de dire, qu'elle est la synthèse suprême de l'inoportant, étant donné que les phrases et les discours ont leur effet, hautement soporifique en l'occurrence.

Les grands-prêtres servant la divinité savent ce qu'ils font en couvrant les carences d'une légalité inexistante par des figures d'heros et des compliments de condoléance.

Le seul résultat concret a été l'acceptation de la part de la Russie du principe d'un armistice devant faciliter le retrait de ses volontaires. Ce qui n'a pas laissé de nous étonner, car il n'y a pas de volontaires russes en Espagne. La Brigade Internationale est composée de gens appartenant aux nationalités les plus diver-

335

Logiquement, chaque gouvernement devrait se prononcer librement sur le sort de ses ressortissants luttant en Espagne, et inviter, éventuellement, le gouvernement espagnol à leur faciliter le retour dans leur pays natal. Mais nous ne voyons pas très bien les Italiens et les Allemands, ayant combattu Franco accepter de rentrer chez eux.

Au cas d'un accord, sur lequel nous restons plus que sceptiques, le moins serait de demander leur avis et d'autoriser tous ceux qui le désireraient à vivre chez nous, à l'arrière.

De plus, pourquoi s'obstine-t-on à lier le départ des volontaires à la conclusion d'un armistice. A Brihuega, les Italiens n'ont pas attendu une suspension d'armes pour f..... le camp.

Quelle serait notre garantie en ce qui concerne le respect par les fascistes des dispositions du sous-comité de non-intervention ?

Nous ne sommes nullement des bellicistes impénitents et nous n'avons jamais fait de la guerre un principe. Mais l'expérience nous montre trop ce qu'une paix prématurée peut coûter à la paix. D'autant plus qu'il s'agit, en outre, de notre paix intérieure. Nous savons que si l'on abandonne Franco à lui-même, nous ne ferons qu'une bouchée des débris de son armée. Et nous savons aussi que la ploutocratie internationale ne tient pas du tout à une victoire de notre part. Il est donc indubitable que l'on envisage un armistice parce qu'on est convaincu de pouvoir manoeuvrer de sorte à le rendre favorable à Franco.

Avec leur mentalité de médecin de campagne, les thérapeutes genevois ne voient pas plus loin que le bout de leur nez. Le danger des moyens termes leur échappe et ils suivent une tradition chère à la paresse de leur esprit et qui consiste à laisser les problèmes en suspens. Demain, tout sera à recommencer, mais peu importe. Ce sera toujours quelques parties de golf et de poker de gagnées.

Peu leur importe que l'avenir de l'Europe soit lié à l'indépendance de l'Espagne qui, avec le système qu'on se propose de lui donner, ne cessera d'être le prétexte de compétitions dangereuses, compétitions qui cesseraient de s'exercer si notre pays parvenait à acquérir la puissance organique et l'indépendance totale que nous n'avons cessé de réclamer pour lui et pour lesquelles nous luttons.

Que ce soit pas l'avis de Downinf stret, rien de plus naturel. Le Foreign Office possède une trop vieille tradition pour que nous puissions espérer qu'il change rien à ses procédés. Mais ce devrait être au moins l'avis du Quai d'Orsay, si on y avait une façon humainement audacieuse d'aborder les problèmes de politique internationale.

Si on n'y était moins soumis aux postulats de Londres, on saurait qu'il existe la possibilité, en Europe, d'un bloc qui compenserait l'appui de l'Angleterre, bloc dans lequel l'Espagne serait comprise. La menace de désagrégation qui pèse sur la Petite-Entente, le danger d'absorption qui inquiète l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie sont autant de facteurs qui devraient inciter la France à redresser la tête, à parler fermement, au risque de

(Suite à la deuxième page.)

L'Île de Majorque est espagnole

A Berlin et à Rome, on l'avait oublié. La politique de la porte ouverte à l'envahisseur, chère aux "nationaux" franquistes, avait troublé l'esprit des dictateurs totalitaires. Déjà, ils se croyaient chez eux, persuadés que personne ne parviendrait à les déloger de l'île incomparable qu'ils n'avaient même pas eu la peine de conquérir. Faites comme si vous étiez chez vous, leur avait dit Franco, et ils ne se l'étaient pas fait répéter deux fois.

A part eux, ils devaient se demander quels étaient ces phénomènes qui faisaient si peu de cas de la souveraineté nationale tout en prétendant lutter pour la grandeur de leur pays. On devine que derrière les sourires diplomatiques un peu de mépris étonné se cachait. Cosas de España, c'est qu'ils auront pensé. Et très justement, du reste. Car la politique d'abandon est une vieille tradition de l'Espagne aristocratique et cléricale. L'exemple le plus typique est ce qui se passa lors de l'usurpation napoléonienne. Le roi abdiqua comme si la Couronne lui était un poids trop lourd incompatible avec la dignité d'un hidalgo dont l'honneur ne s'accommode d'aucun fardeau, quelle qu'en soit la nature.

Le titre suffit, le royaume n'est qu'accessoire. Le titre et les rentes, tout le reste n'est encore que roture. Mais le peuple ne l'entend pas ainsi. Le peuple n'entend pas que l'étranger vienne mettre le nez dans ses affaires. Le peuple ne s'accommode pas de l'internationalisme tel que Bonaparte le conçoit. Et il chasse l'étranger, préférant laver son linge sale en famille. Ferdinand VII est si fâché de cette solution, que son ignorance dorée n'avait pas prévue, qu'à peine remonté sur le trône, il se livre à des sévices

(Suite à la sixième page.)

Jean García Oliver

a parlé

Nous regrettons de ne pas pouvoir publier le texte intégral du discours prononcé, dimanche dernier, à Valence, par notre camarade García Oliver. Nous espérons, néanmoins, que les extraits que nous en donnons à la suite permettront à nos lecteurs de se rendre compte dans quel esprit nous avons collaboré au gouvernement du camarade Largo Caballero et de la monstruosité du crime commis par la ploutocratie internationale contre l'Espagne antifasciste, berceau d'une civilisation nouvelle dans l'ordre économique et spirituel. La lutte que nous soutenons, en ce moment, est la lutte de la vérité contre le mensonge et la barbarie. L'avenir de l'Europe y est lié. Les prétendus intellectuels qui soutiennent le contraire seront voués à l'exécration des siècles. Être contre nous, c'est être contre l'Europe, quelle que soit l'idéologie dont on se réclame.

«Debout les damnés de la terre!...»

En musique, cela fait très bien, mais en action, sans éclat, cela fait beaucoup mieux encore.

A bon entendeur...

La C. N. T. comparait devant la classe ouvrière pour rendre compte de la gestion de ses quatre ministres au sein de l'avant-dernier gouvernement. Il s'agit d'exposer ce qui a été réalisé et ce qui n'a pu l'être.

Nous serions fondés à intituler ces conférences: «De la fabrique aux plus hauts postes de gouvernement». En ce qui me concerne, on pourrait dire: «De la fabrique de cardages et d'apprêts au ministère de la Justice». De manoeuvre du Syndicat du textile de Barcelone à la mission de donner une nouvelle structure à l'Espagne».

La C. N. T. fut appelée à participer au pouvoir. Vous comprendrez facilement que cette innovation dans la politique universelle, qui consistait à appeler une organisation ouvrière au pouvoir, n'a pas été l'effet du caprice; puisqu'il s'agissait d'un précédent dont les répercussions sur l'avenir seront incalculables...

Valence est une ville très lumineuse, lumineuse autant la nuit que le jour. En général, l'Espagne bénéficie de beaucoup de lumière, tant le jour que la nuit. Quand la C. N. T. fut appelée à participer au pouvoir, l'Espagne était privée de lumière. La vie de l'Espagne se déroulait parmi les ténèbres d'une nuit profonde. Livrés aux partis politiques, les leviers de commande ne fonctionnaient pas de sorte à éclairer le pays. Les partis politiques, plus ou moins forts, ne représentaient pas l'Espagne. C'est pourquoi ils ne parvenaient pas à nous éclairer et laissaient le pays dans l'inertie.

L'Espagne était un pays sans économie, sans commerce. Un pays qui faisait la guerre sans services sanitaires, un pays plongé dans la plus complète obscurité. C'est dans cet état de choses que l'on fit appel à la force que représentait la C. N. T., qui était capable de renforcer l'effort des partis poli-

tiques de tout son potentiel de responsabilité, de sens de l'organisation et d'influence auprès des masses, auprès du peuple, auprès des classes laborieuses.

Cela signifie-t-il qu'on fit appel à la C. N. T. comme élément d'ordre? Peut-être. Mais la C. N. T. accéda au pouvoir non seulement comme élément d'ordre mais aussi comme puissance organisatrice de tout ce qui se trouvait, alors, entre les mains du prolétariat.

Pourquoi fut-on si long à l'appeler?

La résistance qu'on notait à admettre la participation de la C. N. T. au pouvoir était évidente.

La décision ne vint qu'en présence de l'imminence d'un désastre...

Au cours du premier conseil de ministres auquel participa la C. N. T., il ne fut question que de la nécessité où se trouvait le gouvernement d'abandonner Madrid. C'est-à-dire que, en dehors de l'impuissance indiscutable du gouvernement, la raison qui l'avait poussé à faire appel à la Confédération était la nécessité où il se trouvait de nous faire partager la responsabilité de l'abandon de Madrid. S'il n'avait pas agi ainsi, le Gouvernement était un gouvernement mort. Il avait pressenti que s'il partait sans notre assentiment, la C. N. T. aurait constitué un gouvernement à Madrid qui aurait pris les responsabilités de la guerre entre ses mains...

Deux jours plus tard, nous fûmes convoqués d'urgence à un Conseil de ministres, et il nous fut de nouveau remontré qu'il était indispensable de quitter Madrid. Les quatre ministres de la C. N. T. furent les seuls à soutenir qu'il valait mieux rester et que si le gouvernement estimait nécessaire d'échapper à l'influence de Madrid, il aurait dû s'en aller plus tôt, et ne pas attendre le moment de supposer que Madrid allait tomber aux mains de l'ennemi. Ce Conseil dura, aussi, plusieurs heures, mais nous nous trouvions dans

une impasse. Le dilemme était le suivant: Ou les ministres de la C. N. T., qui avaient été appelés pour partager le poids d'une responsabilité énorme, se rangeaient à l'avis de leurs collègues, ou une crise se produisait dont personne n'était disposé à accepter la responsabilité. Ce Conseil dura trois ou quatre heures, et seule on entendait la voix de la C. N. T. demandant que Madrid ne fût pas abandonné...

Et voici l'action personnelle au sein du gouvernement et qui n'a consisté, de la part des ministres de la C. N. T., qu'à légaliser les conquêtes réalisées par le prolétariat dans la lutte contre le fascisme...

J'ai déjà dit que je suis entré au Ministère de la Justice en sortant de la fabrique de cardages et d'apprêts de Barcelone. Mais, je tiens à le souligner, au cas où quelqu'un en douterait, ou l'ignorerait, le Ministère de la Justice fut dirigé par le simple manoeuvre, par moi, García Oliver.

Nous ne sommes pas des avocats, du moins, pour ma part, je ne le suis pas. Nous aurions pu l'être si ce privilège d'accéder au titre d'homme de loi n'était pas refusé aux enfants du peuple. Moïse n'était pas avocat, cela ne l'empêcha pas d'être le législateur du peuple d'Israël. Lycurgue n'était pas avocat et il fut le législateur de Sparte. Numa, sans être avocat, fut le législateur de Rome. Pour légiférer, ce qui importe surtout, c'est d'avoir une conception juste des origines de la Société et de ses tendances. Et c'est dans ces conditions que l'on peut légiférer avec le concours des techniciens. Mais le législateur possède sa manière de penser. La mienne était que l'Espagne devait profiter de la guerre civile pour se renouveler, pour se donner une colonne vertébrale et que seule la Justice serait cette épine dorsale de l'Espagne neuve née de la tentative fasciste des militaires...

Le 24 novembre paraît le premier décret important du Ministère de la Justice. Il établit que tout citoyen pourra comparaître seul devant n'importe quel Tribunal et assurer sa propre défense. Il s'agit d'un droit, et un droit vaut beaucoup plus qu'une grâce accordée exceptionnellement par les rois ou les dirigeants. Les citoyens qui disposent d'un droit peuvent en faire l'usage quand il leur plaît sans attendre le bon plaisir de personne.

Et rien n'est plus logique, dans un pays comme le nôtre, où la jurisprudence a été tant discréditée, où personne n'a jamais cru à la Justice ni aux avo-

L'indomptable

De deux choses...

La culture s'effectuera en collectivité ou l'économie espagnole s'effondrera. Il n'y a pas de milieu. La culture en commun est le seul moyen d'en finir avec cette contradiction que présente un pays riche en ressources naturelles mais dont les habitants meurent de faim.

Le morcellement de la terre n'est pas un fait nouveau dans l'Histoire. Plusieurs pays l'ont pratiqué sans qu'ils aient à se louer des résultats obtenus et, en Espagne, nous avons encore en mémoire les vicissitudes de la Réforme agraire et le spectacle des paysans ne sachant que faire de leur lopin de terre et préférant retourner travailler chez un patron au tarif syndical.

Après tous les essais tentés par les réformistes, une vérité s'est imposée à l'esprit des gens sensés, et c'est que le sort du travailleur agricole est lié au rendement de la terre. Or, la première condition de l'amélioration de celui-ci est la motorisation là où elle est possible. Morceler les grandes propriétés prises aux factieux détruirait la possibilité d'introduire la machine dans l'exploitation agricole. Ensuite, le propriétaire con-

tinuerait à vivre chichement et l'ouvrier à mourir de faim. La légalité, la ladrerie subsisteraient dans les hameaux et les villages et la vie conserverait cet aspect misérable que les campagnes ont offert jusqu'ici.

De plus, le maintien systématique de la petite propriété rendrait difficile une politique d'étroite collaboration entre l'industrie et l'agriculture, politique que l'on a cherché en vain à réaliser dans les pays capitalistes.

Le morcellement de la terre conduirait à maintenir la sous-production, car le rendement de celui qui loue ses bras à un patron n'atteindra jamais celui des ouvriers travaillant en collectivité. Or, étant donné l'insuffisance démographique du pays en présence de l'oeuvre gigantesque qui reste à y effectuer, notre premier souci doit être de déplacer autant que possible la main-d'oeuvre vers les terres en jachère et de l'employer à l'amélioration de notre système d'irrigation, de notre réseau routier, etc.

Une des causes de la crise économique que subit le monde capitaliste est la résistance du campagnard à améliorer son sort et

cats, que la liberté soit assurée au citoyen de se défendre lui-même, soit au civil, soit au criminel.

Il vaudra toujours mieux qu'un accusé soit libre d'assurer sa défense lui-même que de se voir imposer un avocat dans lequel il n'aurait pas confiance et qui peut être suspect, comme cela se produisait naguère, de pouvoir se vendre à la partie adverse si celle-ci y met un prix supérieur à celui que peut offrir le plaideur recourant à ses services.

Le citoyen peut et doit faire tout ce qui lui semble compatible avec la défense de sa personne, même s'il juge bon, à l'instar de Socrate, de renoncer à un droit dont jouissai tous les citoyens d'Athènes.

Le 12 décembre, nous promulguions un décret-loi. Cette fois-là, il ne s'agissait pas de conférer un droit. Au contraire, il s'agissait de rendre passibles de peines de prison tous ceux qui profitent des circonstances que nous traversons pour exploiter la classe ouvrière d'une façon inique en lui vendant trop chers les produits de première nécessité. Des peines de plusieurs années de prison ont été prévues à cet effet. Nous avons restreint les droits des voyous, des ennemis de l'antifascisme, qui aidaient sour-

noisement le fascisme en provoquant le désarroi parmi les masses, en les atteignant dans leur enthousiasme et leur force morale, ce qui aurait pu être l'origine de véritables catastrophes à l'arrière.

Le 22 décembre, nous annulons, par décret, tous les antécédents judiciaires se rapportant à des délits commis avant le 15 Juillet 1936. Est-ce peu ou est-ce beaucoup? Tout ce que je puis vous dire à ce sujet, c'est que cela me semble beaucoup plus pratique et positif que la venue de Jésus sur la terre pour nous racheter du péché originel commis par nos premiers ancêtres, Adam et Eve. Le péché originel ne pesait pas sur les foules prolétariennes. Mais le fait d'avoir un casier judiciaire, chez nous comme dans tous les pays du monde, pèse comme un stigmate et nous nous rappelons «Les Misérables» de Victor Hugo, cette oeuvre magistrale mettant cette tragédie en évidence à travers le personnage de Jean Valjean...

Que dix hommes, qu'un seul homme profite de ce décret pour refaire sa vie cela suffit pour que la Société puisse se donner pour satisfaite, puisque la Société a accompli son devoir en offrant à tous la possibilité de trouver le chemin de la salvation et de se rendre utile à la collectivité.

son obstination à thésauriser. Le petit propriétaire ne dépense pas au pro-rata de ce qu'il gagne, ou il fait souvent un très mauvais usage de son argent. L'aspect désolé de la plupart des villages espagnols nous dit assez ce que fut la gestion des grands, des moyens et des petits propriétaires et combien s'impose une politique ample et vraiment moderne.

Nous n'avons pourtant pas, et nous ne chercherons pas, à imposer notre point de vue par la force. Nous avons admis en principe que la petite propriété doit être respectée là où elle peut être exploitée par le propriétaire et sa famille. Tant mieux pour lui si elle est nombreuse. Ce système d'exploitation familiale se trouve fréquemment en France et en Belgique, et nous ne voyons du reste pas en quoi il diffère de l'exploitation en commun telle que nous la proposons.

Ceux qui restent attachés à la petite propriété et à la propriété moyenne ne savent pas à quels aléas ils s'exposent. En plus, beaucoup de propriétaires doivent leur situation à la Révolution qui fut l'oeuvre de tous. Nous ne voyons pas en vertu de quel principe l'ancien fermier s'arroge le bénéfice qui résulte de la disparition de l'ancien propriétaire, comme c'est le cas en Catalogne. Juridiquement et moralement, sa position est complètement fautive et l'on comprend que les révolutionnaires se refusent à lui accorder la liberté qu'il réclame.

Le courant réactionnaire qu'on observe dans la marche de la politique agricole de notre pays est un courant «fabriqué», un accident, une sorte de maladie produite par l'apparition d'un élément étranger dans le développement de la Révolution.

Cet élément étranger a eu l'honneur d'être qualifié de parti d'ordre. Or, cette façon d'envisager l'ordre ne peut provoquer que des troubles. Depuis 1931, nous avons eu maintes occasions de nous en apercevoir.

Il est permis à tout le monde de se tromper et nous ne mettrons la bonne foi de personne en doute. Seulement, il est des candeurs qui tuent.

Et nous, nous ne voulons pas que l'Espagne périsse.

Eux non plus, nous en tombons d'accord. Mais comment faire pour qu'ils ne nous plongent pas dans le chaos? L'ordre, c'est une belle chose, l'ordre, mais il ne suffit pas de le prêcher mais de l'établir.

La comédie est terminée

Cette fois-ci, c'en est fait de la Société des Nations, de ses pompes et de ses oeuvres. La comédie est terminée et la tragédie est sortie de la langueur d'un premier acte confus qu'on s'est plu à tirer en longueur.

Le bombardement d'Almeria par des bateaux allemands met le point final à un faux légalisme avec lequel on a berné la candeur des foules depuis la création de la plus fallacieuse institution que l'Humanité ait jamais connue.

Les hommes d'état et les politiciens devront imaginer de nouvelles fictions et une religion nouvelle pour remplacer l'éphémère divinité asphyxiée par tout l'encens qu'on a brûlé en son honneur. Il faudra trouver autre chose pour remplir les colonnes des journaux d'un lyrisme facile copieusement rémunéré par les intéressés.

Le positif prend sa revanche sur le mythique.

L'agressivité des Etats totalitaires insulte librement la torpeur des démocraties. Le poison de la démagogie a fait son effet.

(suite de la troisième page)

et à des persécutions, question de châtier les braves gens d'être plus nationalistes que le roi.

Depuis lors, la classe dirigeante espagnole a mis un entêtement furieux à se faire battre sur le terrain diplomatique et militaire. On dirait qu'elle en faisait une condition de sa grandeur.

Le pronunciamiento de Franco n'est que la conséquence logique de cette disposition morbide tenant du masochisme et de la tendance au suicide.

Mais, encore une fois, le peuple espagnol est intervenu instantanément pour remettre les maniaques de l'abandon à leur place. En bombardant Palma de

Livrées à la démagogie éhontée des serviteurs de la ploutocratie internationale, les masses se sont laissé entraîner par le mirage des hauts-salaires et la puissance illusionniste d'une phraséologie sonore et barbare à la fois.

Nous nous garderons bien de dire que la civilisation est en danger. Ce qui se trouve menacé, ce sont les possibilités de civilisation que l'intuition découvre chez un peuple comme le peuple français que l'on croyait, malgré tout, mûr pour un ordre rationnel libéré de tous les cléricalismes et de l'emprise de toutes les églises, quelles qu'elles soient. Un ordre inspiré de la véritable justice sociale et d'un sens réaliste de la dignité collective.

Malheureusement, entre le chauvinisme et la rénonciation, on ne voit pas apparaître une conception de la Nation inspirée des règles les plus élémentaires de l'harmonie humaine.

L'ordre reposant sur le renoncement et la mythologie n'est pas un ordre réel. Les prétendus

Mallorca de sorte à rappeler aux Allemands et aux Italiens qu'ils n'y sont pas chez eux, c'est la volonté ibérique qu'on exprime, volonté inébranlable et qui saura, cette fois-ci encore, rester maîtresse du terrain. Seulement, les yeux du peuple se sont dessillés. Il sait qu'il ne doit plus compter que sur lui-même, et que la dignité de l'Espagne est liée à la place qu'il saura s'assurer dans l'administration de la chose publique.

Le temps où certains imbéciles croyaient pouvoir mettre la souveraineté nationale en gage est passé. L'île de Majorque est espagnole, en dépit des chemises noires ou grises qui s'y adonnaient à un impérial prélassement.



Le cheval de Troie...

révolutionnaires ont adopté un nationalisme suspect du fait qu'ils se le sont laissé imposer de l'extérieur et qu'on le sent tributaire d'un opportunisme dangereux soulignant la dépendance dans laquelle se trouve la France à l'égard d'une puissance étrangère.

On a vingt-quatre heures pour maudire ses juges, la France n'a peut-être plus un mois pour réagir et se sauver de l'enlèvement où la mène l'empirisme paresseux de sa politique.

L'époque des attermoissements est passée. Il faut se prononcer, parler avec clarté et concision. Ou se résigner à périr.

L'esprit de lucre, de vénalité doit céder au pur esprit qui naîtrait d'un accord décisif entre la travail et l'intelligence. Ou la ploutocratie périra, ou elle tuera les valeurs les plus essentielles de l'Occident, et l'Occident lui-même.

(suite de la première page)

fendre l'intégrité de son territoire. Celui-ci fut amputé par la création des pays baltes, par la résurrection de la Pologne et par la restitution de la Bessarabie à la Roumanie. En extrême-orient, le recul a été plus douloureux encore, car l'invasion de la Mandchourie par les Japonais constitue une défaite plus grave encore que celle de 1905, qui fut l'occasion de la première insurrection populaire. A ce sujet, nous devons reconnaître que les dirigeants soviétiques ont fait preuve de sagesse en ne s'engageant pas dans une guerre dont l'issue aurait été incertaine ou trop certainement catastrophique.

Mais, tandis que l'étreinte germano-japonaise se faisait plus menaçante, voici qu'éclate l'insurrection espagnole longuement préparée par Rome et par Berlin.

La victoire des coalisés aurait automatiquement changé la face de l'Europe.

L'hégémonie italienne dans la Méditerranée serait devenue un fait indiscutable contre lequel ni covenant ni disposition juridique n'eussent prévalu. La Yougoslavie, la Grèce et la Turquie se seraient trouvées attirées dans l'orbite de Rome sans que la France eût pu réagir, abandonnée par l'Angleterre, dont la seule ressource aurait été de chercher un accord avec les vainqueurs en tirant profit de son emprise sur le Portugal.

Les accords de Montreux garantissant à la Russie une sortie sur la Méditerranée auraient été déchirés immédiatement. Il aurait fallu peu de temps pour que l'Allemagne s'emparât de l'Ukraine et les Russes se seraient trouvés aussi privés de communications avec le monde civilisé qu'ils l'étaient à l'époque d'Ivan le Terrible.

Il ressort de ce succinct exposé de faits, qui n'a rien de désobligeant que, en nous aidant, les Soviets n'ont fait que leur devoir envers eux-mêmes, d'autant plus qu'il ne faut pas négliger la bénéfice moral qu'a su tirer le Komintern d'un geste dont il a fait croire au monde entier qu'il était aussi désintéressé que tapageur. C'a été une occasion pour la troisième internationale de se réhabiliter un peu après tous les échecs subis, notamment en Allemagne, où ne subsiste plus que la cellule de Thaelmann que, pour des raisons obs-

cures, Hitler a permis de transformer en chapelle.

Nous concevons que la situation de la Russie soit délicate,

et qu'elle mette une énergie farouche à se défendre. En présence du machiavélisme traditionnel de ses adversaires, il est humain qu'elle fasse tout pour maintenir ou conquérir des positions là où la possibilité lui en est offerte. Il n'est pas question de l'accuser d'immoralité. Mais on est tout de même en droit de représenter aux dirigeants soviétiques qu'ils se trompent lourdement et que leur politique de conquête par l'intérieur est appelée à échouer lamentablement, comme ce fut le cas en Chine, en Italie, en Allemagne et comme ce sera bientôt le cas en France. Il se peut que notre siècle voie apparaître une entente européenne inspirée du fédéralisme, c'est-à-dire basée sur des rapports de bon voisinage, chaque nation conservant sa personnalité propre. Mais l'internationalisme impliquant la primauté d'un état déterminé, il n'est plus personne qui soit disposé à l'admettre. La paix sera européenne ou ne sera pas, mais elle ne sera ni romaine, ni germanique, ni russe, et encore moins anglaise.

La guerre en Espagne est loin d'être terminée. L'attitude de certaines puissances est complexe comme leurs intérêts mêmes. Le manque d'envergure incite les hommes d'état à envisager des solutions intermédiaires dont la vertu serait de ne satisfaire personne à part quelques oligarchies enclines à pratiquer la politique à la petite semaine, sans se soucier des désagréments qui peuvent en résulter dans l'avenir.

La politique élaborée au cours de festivités nationales et de banquets copieux ne saurait résister aux réalités, à ces réalités qui échappent aux esprits superficiels, incapables de réaliser certains phénomènes transcendants, comme ces gentilshommes de la Cour de Charles VII tout éberlués de se trouver en présence d'une petite paysanne assez audacieuse pour s'offrir à chasser les Anglais. Pourtant rien n'était plus simple que le génie de cette enfant du peuple, imperméable aux sophismes, au jeu arbitraire de la dialectique et du dogme, comprenant d'emblée que tout se réduisait à quelques données très simples de structure et de psychologie. Moins foncièrement honnête, elle aurait peut-être

échappé à son destin. Mais elle n'aurait pas possédé ce détachement et cette bonne foi qui sont la marque et la condition de toute grandeur. Découvrir, créer, agir indépendamment des intérêts personnels ne se trouvent que chez le véritable savant, chez le penseur incorruptible, chez l'artiste possédé par la passion de son art. C'est le cas de Socrate, de Pasteur, des Curie, de Rodin, de Lénine, et ç'aurait été le cas de Napoléon si l'esprit de famille ne lui avait pas fait oublier ce qu'il devait à la collectivité.

L'Espagne ne sera donc pas ce qu'on voudrait qu'elle fût. Les bons pères de famille, habitués des réunions genevoises, se trouvent en présence d'une de ces réactions dont la conséquence est que les enfants s'arrogent le droit de choisir leur voie sans tenir compte de la volonté paternelle.

Pour en revenir à nos obligations envers la Russie, nous croyons que de ce qui précède ressort clairement que notre victoire sur les rebelles est une des conditions préalables de la libération, d'une menace tragique.

On de ce grand pays objet, actuelle- Serait ce que, instruits par l'expérience, les Russes craignent qu'un changement de régime en Espagne entraîne une annulation de nos obligations, comme ce fut le cas quand les Soviets s'emparèrent du pouvoir? Nous nous refusons à la croire, ce serait trop mesquin.

Nous croyons que nous aurons beaucoup fait en faveur de l'U. R. S. S. en faisant échouer la politique impérialiste de Rome. Le libre accès de la Méditerranée est autrement important qu'une question de gros sous.

Nous sommes des révolutionnaires, mais nous ne sommes nullement disposés à sacrifier la souveraineté nationale à quelques belles promesses inconsistantes. La conquête de notre indépendance territoriale et mentale et la Révolution sont des postulats inséparables.

Nous nous plaignons à voir dans les Soviets d'excellents amis de notre pays.

Nous n'avons déjà que trop à faire avec nos ennemis communs. Et comme le dit la sagesse populaire: les bons comptes...

**Ce numéro a été soumis
à la censure**

La paix et la guerre



1^{ère} année - Hebdomadaire - N.º22

En écrivant ces lignes pour ce paladin des idées libertaires dédié à éclairer les hommes de paix que le hasard des circonstances a transformés en guerriers, notre dessein est de rappeler à tous quelles sont nos origines.

Nous autres, camarades, nous sommes des hommes préparés uniquement à la paix, c'est-à-dire des civils, des civils dans toute l'acception du mot. Du fait de leur véritable essence, les affiliés de la C. N. T. et de la F. A. I., venus au monde pour travailler, n'ont jamais aspiré à autre chose qu'au travail. Le travail est la source de l'énergie, de la liberté et du bonheur. C'est parce que nous étions des travailleurs que nous avons soutenu des luttes terribles, car nous voulions libérer le travail des tares, des charges et des tutelles qui pesaient sur lui. Au sein de la Confédération Nationale du Travail, association de travailleurs, l'activité de l'homme a reçu une valorisation très ample. L'anarchisme est un principe social écartant toute idée d'oppression économique et politique.

Un jour, notre ennemi prédestiné, le capitalisme, perpète un soulèvement dans le but de réduire les ouvriers en esclavage.

Comme il était naturel de la part de l'avant-garde du prolétariat, la C. N. T. réagit immédiatement contre le péril dont nous étions menacés. Le sort était jeté, les circonstances nous imposaient la lutte armée. La refuser, c'était accepter l'esclavage.

Nous étions désavantagés du fait que nous n'avions aucune préparation technique alors que nos adversaires avaient fait des armes leur métier.

De plus, nous étions en état d'infériorité sous le rapport des armements.

Grâce à notre courage et à notre intuition, nous parvînmes à résister au choc et à prendre,

peu à peu, le chemin de la victoire.

Notre résistance déconcerta l'ennemi; malheureusement, le manque d'expérience nous empêcha de tirer suffisamment parti de nos premiers succès.

Une fois revenu de son étonnement, et avec l'appui des puissances étrangères, l'ennemi parvint à remplir les vides que nous avions provoqués dans ses rangs et à ranimer le moral de ses troupes.

C'est à ce moment que la lutte libératrice se convertit en guerre régulière contre une armée parfaitement équipée et disciplinée.

La création d'une armée régulière réunissant la valeur combattive et l'efficacité tactique s'imposa dès lors.

Il s'agissait pour nous d'un remaniement profond de notre organisation, qu'il fallait effectuer tout en disputant le terrain à l'ennemi, en assurant la défense de notre première ligne. Nous y sommes parvenus par un effort lent et constant.

Il nous fallut surmonter de nombreuses difficultés, surtout des difficultés d'ordre idéologique et faire abnégation de nombreuses prérogatives. Parfois, nous sommes parvenus au but avec un peu de retard, mais nous y sommes parvenus malgré tout.

La guerre est un état exceptionnel, anormal, imposant des conditions exceptionnelles. Elle exige le renoncement à notre personnalité intime telle que nous exigeons qu'elle soit respectée dans la vie civile.

Et c'est en quoi réside précisément notre force, à nous autres libertaires, c'est que nous savons renoncer à ce qui, selon nous, fait le prix de l'existence,

de sorte à remporter rapidement une victoire qui mette fin à la tragédie sanglante que nous subissons actuellement et nous assure une existence de liberté dans le travail et l'ordre, une existence qui nous restitue les prérogatives auxquelles nous avons renoncé momentanément.

Ceux qui ont été habitués, dès l'enfance, à une discipline irrationnelle de troupeau, de renoncement à toute critique, d'acceptation passive à l'égard des «consignes», ceux qui n'ont jamais fait qu'obéir aveuglément, ceux-là continueront à obéir sans effort.

De la part d'anarchistes, la discipline est beaucoup plus méritoire, car ils vont jusqu'à accepter le sacrifice de leur vie sans imposition extérieure, mais sous la poussée impérative de leur propre conscience libertaire, formée par des années et des années de sacrifices. C'est en quoi nous nous différencions des autres, même à l'occasion des circonstances les plus exceptionnelles.

Hier nous étions des travailleurs formés à la vie civile. Demain nous reviendrons à notre condition naturelle. Dédions-nous entièrement à la guerre, sans oublier que, demain, il nous faudra reprendre notre valeur essentiellement humaine sans que le souvenir d'avoir été des soldats parvienne à l'hypothéquer.

Apprenons au monde cet art de l'adaptation qui défend l'homme d'une spécialisation dangereuse dont la conséquence est de soumettre la vie civile à l'esprit militaire et mène les peuples au suicide par le chemin d'un bellicisme systématique.